



Pour la sauvegarde du service public et contre la destruction de notre protection sociale !

A Pôle emploi, la mise œuvre des premières mesures gouvernementales se fait déjà sentir par une baisse de 4 milliards d'€ d'ici à 2022 du budget du ministère du travail.

L'étatisation annoncée de l'assurance chômage (notre financeur à plus de 70% !) et la réforme de la formation professionnelle produiront les mêmes effets, et annoncent de fait une baisse drastique des moyens matériels, humains et d'intervention à Pôle emploi.

La Direction Générale, interrogée par les Organisations syndicales, confirme la baisse des effectifs à hauteur de 297 postes en 2018, mais refuse de se prononcer au-delà, et avec elle nos Directions Régionales, sur le maintien de nos emplois comme de nos missions.

Ces suppressions de postes annoncées, ainsi que les rumeurs grandissantes de régionalisation, comme le constat d'une privatisation galopante, sont autant de provocations,... et que dire des propos tenus récemment par M. Wauquiez... !

NOUS DEVONS REAGIR.

Il est grand temps de nous faire entendre massivement, parce que ce n'est qu'ensemble et unis que nous pourrons faire reculer ces politiques d'austérité.

La hausse de la CSG, la suppression de l'ISF et la baisse des APL, sont autant de raisons supplémentaires pour se mobiliser.

Le combat contre les ordonnances n'est pas terminé. Seule une réplique d'ensemble du monde du travail peut mettre un coup d'arrêt à ces dispositions, à ces contre-réformes et autres éléments de casse de notre protection sociale collective, des services publics, comme des garanties reposant sur nos contrats de travail.

Toutes et tous en grève et en manifestation #ENGREVELE16 !